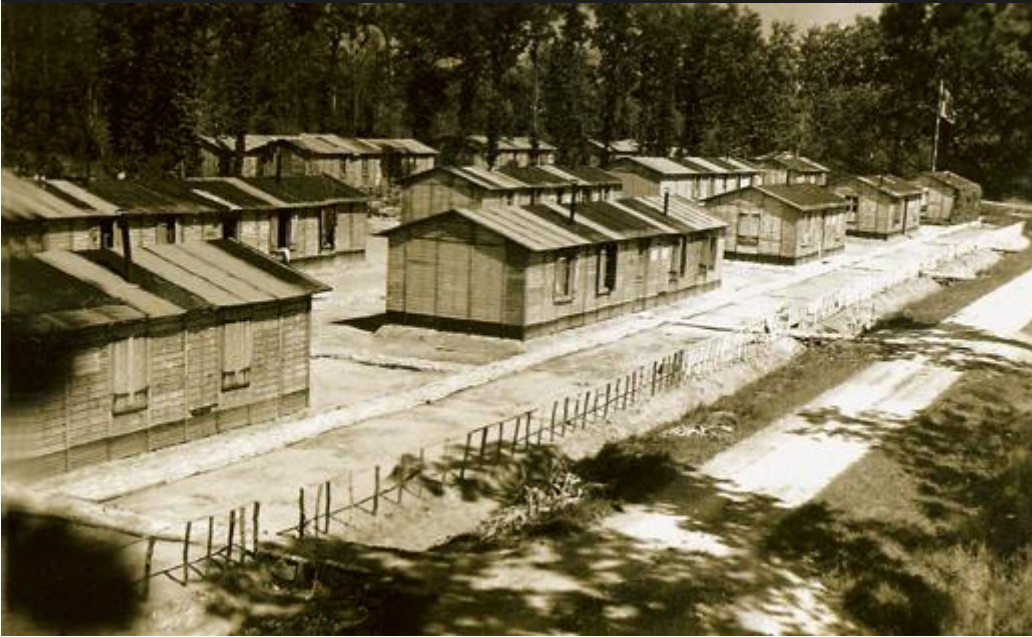


LUNDI 25 MAI 2009 LIBÉRATION



Camp Bao Dai à La Ferté (Saône-et-Loire), vers 1943. Le camp a été construit pour héberger les travailleurs envoyés couper le bois. Dans une baraque logeaient une soixantaine de travailleurs. PHOTO DR



Vers 1942, dans le camp des travailleurs indochinois de Vénissieux, le capitaine Crouvezier face à sa compagnie, la 58^e. Ce jour-là, les «Annamites» faisaient la grève pour protester contre la mauvaise nourriture. PHOTO DR



●●● mars 1940 au pays de la liberté et de l'égalité n'a laissé que des souvenirs glacés à Lê Bá Dang: «Un froid horrible, pas de feuilles aux arbres, pas d'oiseaux. Je me suis dit: "C'est impossible de vivre dans un tel pays!"»

Tous les travailleurs vietnamiens sont parqués à leur arrivée à Marseille dans un bâtiment à peine achevé: la nouvelle prison des Baumettes. Bien que civile, la

«main-d'œuvre indigène» est menée à la trique par d'anciens militaires de la coloniale. Répartis en compagnies d'environ 250 hommes, ils vont être dispersés dans les principales poudreries du pays, où, à côté d'ouvrières françaises, ils ont la tâche pénible et dangereuse de remplir les obus et autres munitions. De paysans, ils deviennent des «ouvriers non spécialisés» (ONS, leur dénomination officielle) as-

Repiquage du riz, en Camargue 1942. PHOTO DR

treints aux 3x8 et à la manipulation de produits toxiques. «Nous travaillons sans gants. Le travail consiste à fabriquer les amorces des cartouches des canons de 75 à partir de cartes de poudre jaune. Cette poudre jaune nous entre dans les cheveux, les yeux, les dents, les narines, les lèvres... De retour au camp, on n'arrive pas à manger, tout est amer. [...] Le danger, c'est l'incendie. Toute la tête peut brûler d'un coup», se souvient Le Van Phu, l'un des vingt-cinq anciens ONS qu'a retrouvés Pierre Daum.

Sous-alimentés, mal chaussés, pas assez vêtus

Leur travail n'est presque pas rémunéré: 1 à 2 francs par jour pour les ouvriers de base, «soit même pas le dixième du salaire d'un ouvrier de cette époque», démontre Pierre Daum, documents comptables à l'appui. Les seuls à s'en sortir un petit peu mieux – avec 5 à 10 francs par jour –, ce sont les rares ONS promus surveillants ou inter-prètes parce qu'ils parlent français et ont le certificat d'études. Mais très vite, dès juin 1940, c'est la débâcle de l'armée française. Avec la signature de l'armistice, la France aurait dû organiser le retour des *linh tho*. En fait, les trois quarts d'entre eux vont devoir attendre huit à douze ans ce rapatriement. D'abord, à partir de l'hiver 1941, la Grande-Bretagne exerce un blocus maritime entre la France occupée et l'Extrême-Orient. Moins de 5 000 ONS peuvent rentrer à la fin de la «drôle de guerre». Tous les autres restent coincés en métropole, contraints de besogner désormais pour la France de Vichy, et certains même pour l'occupant allemand. Cahin-caha, les compagnies d'ONS se sont repliées en zone libre, où on les maintient dans des camps misérables. A quoi employer ces milliers d'Indochinois maintenant que les usines françaises d'armement sont à l'arrêt? Après des semaines de désœuvrement, ils sont affectés à des travaux forestiers et agricoles, car les campagnes manquent de bras. Sous-alimentés, mal chaussés, pas assez vêtus, les *linh tho* s'épuisent à abattre des arbres au fond des Cévennes, assécher des marais en Dordogne ou trimer dans les salines du delta du Rhône. En Camargue, les ONS ont ainsi laissé deux souvenirs. Leur révolte, à Salin-de-Giraud, contre la société Pechiney qui leur refuse les bottes en caoutchouc et les paie vingt fois moins que les ouvriers français. Et, surtout, legs toujours vivant: la riziculture. En pleine époque de pénurie alimentaire, Vichy a en effet l'idée d'utiliser le savoir-faire des paysans annamites pour faire pousser du riz en Camargue. C'est donc à ces ONS que l'on doit l'essor de cette culture dans le sud-est français. Le peintre Lê Bá Dang a participé aux premiers essais près d'Arles: il se revoit, lui et vingt camarades, dévorés par les moustiques, reclus dans une cabane en bois, au milieu de la boue, sans toilettes...

De retour au camp marseillais de la MOI, il insulte un sous-officier qui l'expédie vers un camp disciplinaire à Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées. Son évasion en 1942 – «j'ai réussi à me cacher dans la charrette qui amenait les vivres une fois par semaine» – marque le début d'une incroyable spirale de chance: «Je ne connais aucun ONS qui s'en soit aussi bien sorti», avoue l'artiste au soir d'une très prospère carrière internationale. Dans le chaos de l'Occupation, il atterrit à Toulouse: «Personne ne me deman-

dant mes papiers, j'ai trouvé un boulot de balayeur en usine. Je voulais faire des études mais parlais trop mal le français. Un jour, j'ai suivi un ami vietnamien aux cours du soir de l'école des beaux-arts. Je ne savais même pas ce que c'était qu'un dessin», rit Lê Bá Dang. Son diplôme décroché en 1948, il remporte le premier prix d'un concours d'affiches agricoles: «70 francs, une fortune grâce à laquelle j'ai pu monter à Paris.» Après des années à tirer le diable par la queue au quartier Latin, à peindre à la chaîne des esquisses pour touristes devant Le Chat qui pêche, Lê Bá Dang a fini par percer sur le marché de l'art américain et japonais. Aujourd'hui, l'ex-ONS n'est pas peu fier d'avoir même un musée consacré à son œuvre à Hué, au Vietnam.

Le tapis rouge, un de ses camarades n'y a jamais eu droit: Hoáng Khoa Khôi, mort le mois dernier à Paris, à 91 ans. Le vieil homme n'a pu retourner qu'une seule

En pleine époque de pénurie alimentaire, Vichy a l'idée d'utiliser le savoir-faire des paysans annamites pour faire pousser du riz en Camargue. On leur doit donc l'essor de cette culture dans le sud-est français.

fois, et clandestinement – car *persona non grata* du régime communiste –, dans le pays natal qu'il avait quitté cinquante-six ans plus tôt. A ses funérailles, au Père-Lachaise, assistaient Alain Krivine et nombre de militants du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), venus rendre hommage au «plus vieux trotskiste vietnamien».

Rapatriés après douze ans d'exil

Dès la Libération, Hoáng Khoa Khôi joue les agitateurs dans les camps d'ONS: tracts, manifestations, grèves du travail et de la faim, il organise la lutte pour l'indépendance du Vietnam. A Hanoï, Hồ Chí Minh vient de créer une «république démocratique». En métropole, tous les Indochinois veulent mettre à bas le colonialisme. Mais ils se rebellent aussi contre l'escroquerie de la MOI, le service de la main-d'œuvre indigène rattaché au ministère du Travail, qui, durant toute la guerre, a retenu les trois quarts de leur paye, pour soi-disant les nourrir et les loger. Les ONS réclament les mêmes droits que les travailleurs français. Si un millier d'entre eux font le choix de rester vivre dans l'Hexagone, tous les autres – encore 12 000 hommes en 1947 – s'exaspèrent de n'être toujours pas rapatriés.

C'est que la France, refusant l'indépendance du Vietnam, s'est engagée dans la guerre d'Indochine. Les bateaux servent d'abord au transport de troupes et Paris n'a aucune envie que les ONS aillent grossir les rangs du Viêtminh. C'est seulement en 1952 que sera rapatrié le dernier groupe de ces immigrés de force. Après douze ans d'exil, ils rentrent les mains presque vides, victimes, conclut Pierre Daum, d'une «exploitation organisée par la France républicaine, perpétrée par l'Etat pétaïniste et poursuivie par la France libérée». Aucun n'aura les moyens comme l'a fait Lê Bá Dang d'offrir une école neuve à son village, ravagé par la guerre du Vietnam qui fit bientôt suite à celle d'Indochine.

► NATHALIE DUBOIS

(1) *Immigrés de force, les travailleurs indochinois en France (1939-1952)*, par Pierre Daum, éd. Solin-Actes Sud, mai 2009.